

## Grand Débat sur la précarité des handicapés

**SOCIÉTÉ** Handicap et dépendance étaient les thèmes du débat organisé vendredi soir à la Maison des associations

Clément Guerre  
gironde@sudouest.fr

De tous les grands thèmes de société, « le handicap est celui dont on a le moins parlé depuis la crise des gilets jaunes », regrette Fabienne Juvet, l'une des animatrices de la rencontre organisée, vendredi soir, dans le cadre du Grand Débat national.

La réunion publique s'est déroulée à la Maison des associations à l'initiative des associations Faire et agir, Les Fauteuils jaunes et était soutenue par la municipalité de Mérignac. Dans la salle, plus de 70 participants, dont la conseillère municipale de Bordeaux, Michèle Delaunay, et Alain Anziani, le maire de la ville. Au final, trois heures de questions, de coups de gueule et de réponses sur le quotidien des personnes handicapées, dépendantes et âgées. Mais surtout, leurs difficultés à joindre les deux bouts.

### 800 euros pour vivre

D'où cette première interrogation dans la salle : « Comment vivre avec 800 euros soit l'allocation



Michèle Delaunay et Alain Anziani à la tribune du débat. PHOTO C. G.

tion Adulte handicapé ? » Selon Fabienne Juvet, c'est le quotidien « de beaucoup de personnes handicapées qui ne peuvent pas travailler et dont environ 20 % vivent sous le seuil de pauvreté ».

Pour lutter contre cette précarité, de très nombreux participants ont réclamé une hausse de l'allocation à hauteur du Smic ainsi que l'individualisation de cette aide. « Le montant de cette indemnité serait fixe et non plus calculé selon le revenu du conjoint », détaille Véronique, une des participantes, vêtue de son

gilet jaune. Pour d'autres, il faudrait aussi que l'allocation Adulte handicapé ne soit plus une aide mais un revenu. « Pour pouvoir contracter un crédit et acheter une voiture afin de se déplacer », explique un Mérignacais scandalisé.

### Changer les mentalités

Pour acheter une voiture, encore faudrait-il pouvoir passer le permis de conduire quand on est handicapé. Dans le département, un couple dit n'avoir trouvé qu'une seule auto-école pour y inscrire leur amie en fauteuil.

« Le permis a coûté 6 000 euros à cause de la voiture adaptée », jurent Nelly et Bernard, venus du Haillan.

Dans la salle, une autre revendication est revenue plusieurs fois : le statut des aidants. « Ils sont payés 3,30 € de l'heure. Comment peuvent-ils tenir à nos côtés ? », s'interroge Véronique.

Pour Alain Anziani, ce débat ne changera pas la situation des handicapés mais fera au moins « remonter à Paris certaines propositions, en espérant que des solutions concrètes seront ensuite mises en place ».